

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 30 MARS 2011

WOENSDAG 30 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 30 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de M. Bert Schoofs à la ministre de l'Intérieur sur "la possibilité qui subsiste encore de porter le foulard islamique sur des photos apposées sur les cartes d'identité" (n° 3320)

01.01 Bert Schoofs (VB): Les femmes musulmanes revendiquent de plus en plus fréquemment le droit de porter le voile à tout moment et en tout lieu. Cette tendance donne de plus en plus souvent lieu à des situations conflictuelles qui mettent en péril le principe de neutralité ainsi que d'autres libertés et droits fondamentaux.

La circulaire ministérielle du 7 octobre 1992 prévoit que les photos pour cartes d'identité doivent être prises de face et sans couvre-chef. Deux exceptions sont toutefois prévues. En effet, pour des raisons religieuses ou médicales incontestables, une photo d'identité peut être prise avec un couvre-chef, à condition que le visage soit entièrement découvert. Cette solution ne peut être acceptée qu'en cas de justification sérieuse de la part du citoyen concerné. L'exception pour raison religieuse constitue à l'heure actuelle une discrimination positive inacceptable en faveur d'une conviction religieuse et d'une idéologie politique bien précise, à savoir l'islam.

Le ministre est-il disposé à envoyer un signal fort en limitant le champ des exceptions au seul motif médical?

01.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): En principe, les photos figurant sur la carte d'identité doivent représenter une personne sans couvre-chef.

Conformément aux instructions générales concernant la carte d'identité électronique, une photo avec couvre-chef peut être autorisée pour des raisons religieuses ou médicales incontestables, à condition toutefois que le visage soit entièrement dégagé. Les joues, les yeux, le nez et le menton doivent être entièrement dégagés. Il est souhaitable, mais non obligatoire, que les cheveux et les oreilles soient également découverts. La photo doit toujours permettre l'identification de la personne représentée. Cette solution ne peut d'ailleurs être acceptée qu'à la condition que le citoyen concerné soit en mesure de justifier de motifs sérieux.

L'autorisation d'une photo avec couvre-chef pour des raisons religieuses ne peut être considérée comme une discrimination positive puisqu'elle est basée sur l'article 19 de la Constitution, à savoir la liberté de culte, la liberté de l'exercice du culte et la liberté d'expression dans tous les domaines.

Dans un arrêt du 22 décembre 2000, la Cour de cassation a indiqué que le port du foulard en public est conforme aux prescrits de l'islam, tel qu'il est pratiqué par une large partie des musulmans partout dans le monde.

L'autorisation d'une photo avec foulard pour des motifs religieux ne s'applique d'ailleurs pas exclusivement aux femmes musulmanes, mais aussi aux religieuses catholiques.

Les prescrits relatifs aux photos figurant sur les cartes d'identité ont été établis il y a plusieurs décennies

dans des circulaires générales et donnent lieu à de moins en moins de problèmes dans la pratique.

Compte tenu de la liberté de religion, telle que garantie dans la Constitution, il ne me semble pas opportun de modifier ces dispositions.

01.03 Bert Schoofs (VB): La liberté de religion est une chose, mais on assiste à une évolution sociétale qui va en sens inverse. Nombre d'arguments mis en avant dans le cadre du débat concernant l'interdiction de la burqa s'appliquent également au foulard. Mon expérience à Beringen m'enseigne que le foulard constitue ni plus ni moins un symbole politique utilisé pour exercer des contraintes à l'égard des femmes musulmanes qui refusent de le porter. En Turquie, le port de foulards est interdit sur tels documents.

L'incident est clos.

02 Question de M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "la présence d'effectifs policiers sur les lignes du réseau de la STIB" (n° 3344)

02.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Les nombreuses agressions de ces derniers mois sur les lignes de métro et les lignes de surface de la STIB mettent le doigt sur l'absence de vision d'ensemble de cette problématique: sous-effectif policier, carences propres à la STIB, agents de police ne possédant pas de carte d'accès, etc.

La police fédérale serait tenue d'assurer la sécurité du réseau souterrain et les polices locales celle du réseau de surface. Une présence policière dans les trams et les bus, malheureusement peu fréquente, pourrait pourtant y améliorer le sentiment de sécurité subjectif et la sécurité objective.

Les demandes de la STIB visant à mettre à niveau les effectifs de police chargés d'assurer la sécurité dans les transports publics seraient pour l'instant restées sans réponse.

Quelle analyse faites-vous de ces enjeux au sein du réseau STIB? Quelles sont les carences identifiées? La Police Fédérale du Métro doit assurer la sécurité dans les 69 stations (métro et prémétro). Confirmez-vous les difficultés à remplir le cadre (115 équivalents temps plein)? Quelles sont les difficultés dénoncées par les pouvoirs régionaux concernant la coordination entre vos services, la STIB et les acteurs de la sécurité bruxelloise? La mise en œuvre d'une plate-forme de coordination est-elle à l'ordre du jour?

02.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La police fédérale des Chemins de fer de Bruxelles opère dans les zones de métro et prémétro, le chemin de fer de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde et le contrôle-frontière du terminal Eurostar. Elle n'est donc pas chargée du reste du réseau STIB (trams et bus), qui relève de la compétence des différentes zones de police locales.

Actuellement, la police de la zone de Bruxelles-Capitale-Ixelles investit ponctuellement six policiers sur la ligne de tram 94.

Le tableau organique de la SPC Bruxelles compte 229 personnes pour ce service, dont 115 pour le poste métro. Actuellement, 196 personnes sont affectées au SPC Bruxelles et 51 y sont détachées. L'effectif réel est donc de 247 personnes, dont 120 au poste métro.

La SPC Bruxelles utilise cet effectif de la façon la plus optimale possible, en étroite collaboration avec les services de sécurité et de contrôle de la STIB et avec les zones de police, grâce à la coordination assurée par le DirCo et aux renforts quasi quotidiens de policiers de son corps d'intervention.

Dans chaque secteur d'intervention sur le réseau métro, une équipe de deux policiers patrouille, à pied, tandis qu'une équipe de renfort de deux policiers en véhicule se tient prête et qu'une équipe en véhicule se charge du transfert et de l'administration en cas d'interception par une équipe en patrouille. En cas de besoin urgent, deux à trois équipes peuvent également renforcer le métro. En plus de ces patrouilles, des équipes spécifiques renforcent la présence policière dans le métro. Un renfort ponctuel est également assuré par le corps d'intervention du DirCo Bruxelles.

Depuis février 2011, 21 actions (préventives et répressives) supplémentaires ont été organisées en

collaboration avec le CIK et la STIB, et quarante sont planifiées jusque fin mars.

La plate-forme "Sécurité intégrale dans les transports en commun" réunit mensuellement, sous la présidence du DirCo, les opérateurs (SNCB, STIB, TEC et De Lijn), les polices fédérale et locales ainsi que le parquet, afin d'échanger des informations judiciaires et administratives, de fournir une analyse stratégique des phénomènes de criminalité et de mettre en œuvre les mécanismes de collaboration entre acteurs concernés.

Des opérations policières sont organisées systématiquement dans une approche intégrale de la sécurité. Régulièrement, la concertation provinciale de sécurité aborde les aspects plus stratégiques.

02.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Il faudra consentir des efforts supplémentaires.

L'incident est clos.

03 **Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "les chiens 'dual purpose'" (n° 3501)**

03.01 **Leen Dierick** (CD&V): Les services de police travaillent avec des chiens depuis quarante ans. Aujourd'hui, des voix s'élèvent pour que ces services recourent à des chiens *dual purpose*.

Combien d'heures ont été prévues pour dresser ces chiens? Quelles expériences les autres pays ont-ils acquises en la matière? Le but visé est-il de dresser des chiens drogues-patrouille, et des chiens d'explosifs-patrouille, ou dressera-t-on également des chiens drogues et d'explosifs? Chaque budget ne comporte-t-il pas un poste formation et un poste suivi de la formation? L'introduction de chiens *dual purpose* aboutira-t-il à une réduction du nombre de chiens policiers? Quelle sera la plus-value budgétaire de cette mesure? Est-il envisageable, dans l'état actuel des choses, d'inculquer une autre mission aux chiens actuellement dressés pour une seule discipline? Combien de chiens sont-ils actuellement utilisés? Dans quelle discipline?

03.02 **Annemie Turtelboom**, ministre (*en néerlandais*): Un dossier d'agrément est constitué pour les équipes de chiens *dual purpose* dressés pour combiner les disciplines "patrouille" et "drogues". Le dossier relatif à la discipline "patrouille" comporte 460 heures et celui portant sur la discipline "drogues", 760 heures. Un total de 840 heures seraient nécessaires pour une équipe *dual purpose*.

Le principe de la double fonction est appliqué dans de nombreux pays, notamment en Allemagne et en France, mais également aux États-Unis et au Canada. Selon l'une des conclusions du congrès organisé en 2009 à Ypres par l'*International Working Conference*, les chiens *dual purpose* peuvent offrir une plus-value moyennant une sélection, une formation, une standardisation, un encadrement et un suivi adéquats. Notre pays n'en est qu'au stade des déclarations d'intentions. Les chiens *dual purpose* seraient dressés pour combiner les caractéristiques du chien de patrouille – chien drogue et du chien de patrouille – chien pisteur. Le coût ne pourra être calculé qu'à l'issue de l'évaluation des programmes.

Le but consiste non pas à réduire le nombre de chiens policiers, mais à améliorer l'efficacité de leur déploiement. Un chien *dual purpose* peut par exemple immédiatement chercher de la drogue après avoir assuré une mission de patrouille. Les équipes avec chiens patrouilleurs ne peuvent être formées au *dual purpose* que si les animaux répondent à certaines normes.

La police fédérale dispose actuellement de 30 chiens de patrouille, 3 chiens contrôle de migration, 16 chiens drogue actifs et deux chiens drogue silencieux, 16 chiens pisteurs, 6 chiens d'explosifs, 3 chiens restes humains et 4 chiens détecteurs de foyers d'incendie. La police locale dispose de 381 chiens de patrouille et de 25 chiens drogue actifs, dont un nombre limité de chiens *dual purpose* patrouille – drogues.

03.03 **Leen Dierick** (CD&V): Il convient en tout cas de voir quelles sont les deux disciplines à combiner.

L'incident est clos.

04 **Question de M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "le cadre des CALog B opérationnels de la police technique et scientifique" (n° 3529)**

04.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Les "CALog B opérationnels" des laboratoires de la police technique et

scientifique sont des civils revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi à compétence limitée. Ils sont affectés aux mêmes tâches que leurs collègues inspecteurs principaux spécialisés, mais leur statut est différent.

Comment expliquez-vous les différences statutaires concernant les "CALog B"? Pourquoi leurs rémunérations ne sont-elles pas en phase avec celles de leurs homologues inspecteurs principaux? Quelle est l'analyse de votre département quant au statut des "CALog B"? L'adaptation de ce statut au sein du cadre est-elle à l'ordre du jour et, si oui, selon quelles modalités? Quelle réponse apporterez-vous à leurs revendications concernant l'octroi des primes opérationnelles, l'ajustement de l'âge de pension de retraite et l'accès à la formation continue?

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): En 2004, le gouvernement a décidé de renforcer les labos de la police technique et scientifique en recrutant des CALog de niveau 2+. Les différences de statut s'expliquent par le fait que les fonctions exercées sont peu comparables et ne requièrent pas les mêmes compétences. Actuellement, un groupe de travail se penche sur la nature des fonctions à attribuer à ces deux catégories de personnel.

La moyenne d'âge des membres du personnel CALog niveau B étant inférieure à celle de ceux du cadre opérationnel, leurs traitements ont une autre place sur l'échelle barémique. Il est dès lors difficile de les comparer.

Si vous comparez les traitement des cadres et l'allocation de développement des compétences pour le CALog, vous constaterez que les différences ne sont pas tellement grandes. Des modifications ne sont pas envisagées.

04.03 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Les revendications de ce personnel me semblent justifiées. À terme, une révision s'impose.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en place de Child Alert" (n° 3581)

05.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Child Focus a récemment lancé la plate-forme Child Alert permettant de solliciter l'aide du public en cas de disparition d'enfants. Les citoyens sont invités à s'inscrire dans une base de données. En cas de disparition inquiétante, un avis leur est envoyé par email ou par sms pour les inviter à relayer les informations en leur possession. Child Alert permet d'attirer l'attention du public très rapidement. Encore faut-il que le public connaisse son existence. Or, un mois après sa mise en place, Child Alert ne compte que 2 200 inscrits. Aux Pays-Bas, cinquante mille personnes s'étaient inscrites dès la première semaine de la mise en place d'un système similaire.

Comment expliquez-vous le manque de publicité autour de ce dispositif? Ne faut-il pas réaliser une campagne d'information, et les communications avec Child Alert par sms ne devraient-elles pas être gratuites?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Child Alert est une initiative de l'association Child Focus, à laquelle je vous suggère d'adresser vos questions.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "le personnel des sociétés de gardiennage et de sécurité" (n° 3582)

06.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): La loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière prévoit une série de conditions, de contrôles et de sanctions en vue de garantir l'intégrité et la déontologie du personnel des sociétés de gardiennage. Toute personne peut également dénoncer des irrégularités au ministre de l'Intérieur, qui pourra retirer ou suspendre l'agrément de la société ou la carte d'identification de l'agent.

Combien de sociétés ont-elles fait l'objet de contrôles à la suite de telles plaintes en 2009 et 2010? Pour quels types d'infractions? Combien y a-t-il eu de retraits ou de suspensions d'agrément et de cartes d'identification?

Un agent peut-il obtenir une nouvelle carte ou une société, un nouvel agrément après un retrait? Un contrôle particulier est-il organisé?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La plupart des plaintes concernent un défaut d'autorisation requise, d'autres portent sur des comportements inadéquats d'agents de gardiennage. Il y a eu cinq retraits d'autorisation: un en 2009 et quatre en 2010. Vingt-six cartes d'identification ont été retirées en 2009 et quinze en 2010.

En principe, toute personne correspondant aux conditions légales peut obtenir une carte d'identification même si elle a fait, par le passé, l'objet d'un refus ou d'un retrait; certaines conditions doivent néanmoins être remplies.

Toute entreprise de gardiennage qui satisfait à toutes les conditions peut obtenir une nouvelle autorisation après avis favorable du procureur du Roi.

06.03 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Vos chiffres en disent long; je reviendrai sur le sujet. Il est important que les citoyens puissent avoir confiance dans les sociétés de gardiennage, sachant qu'elles sont régulièrement contrôlées.

L'incident est clos.

07 Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "la promotion du chef de corps suspendu de la police malinoise" (n° 3583)

07.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): Rony Vandaele, le chef de corps suspendu de la police locale de Malines, va pouvoir devenir directeur d'un service de la police fédérale après avoir passé des examens. Il a été suspendu pour quatre mois après avoir été accusé par une plainte anonyme de percevoir indûment des indemnités. L'enquête est clôturée et le ministère public doit décider si M. Vandaele doit ou non faire l'objet de poursuites. Rien n'a été faussé, ni dans l'offre d'emploi, ni dans la procédure d'examen à laquelle il a participé. J'éprouve pourtant un sentiment d'amertume.

Quelle attitude la police fédérale adoptera-t-elle à l'égard de cette nomination?

07.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): L'ancien chef de corps de la zone de police de Malines a été désigné à la fonction de chef du service d'appui canin de la police fédérale par le biais d'une procédure de mobilité statutaire bien déterminée.

Pour pouvoir participer valablement à cette procédure, il fallait, à la date limite de dépôt des candidatures, être en règle au niveau administratif. À ce moment-là, M. Vandaele ne faisait pas encore l'objet d'une suspension. Il a participé aux examens et a été proposé pour assumer cette fonction. Dans l'attente des résultats de l'instruction, il bénéficie de la présomption d'innocence.

À présent, M. Vandaele entre dans une nouvelle fonction dans un contexte totalement différent. Il ne s'agit aucunement d'une promotion, mais d'une simple désignation suivant les règles de mobilité classiques. Il va de soi que son nouvel employeur, la police fédérale, suivra le dossier de près et donnera la suite appropriée à une éventuelle décision judiciaire.

07.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): Je m'attendais à cette réponse, mais je suis malgré tout choqué. Sommes-nous véritablement en présence d'une police intégrée si l'on peut être suspendu à un niveau et ensuite être nommé en parfaite légalité à un autre niveau? Je ne souhaite pas stigmatiser une personne en particulier mais je m'interroge à propos de la manière dont ce dossier sera perçu par l'opinion publique.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- M. Peter Vanvelthoven à la ministre de l'Intérieur sur "le stockage de combustible nucléaire utilisé en Belgique" (n° 3618)
- Mme Catherine Fonck à la ministre de l'Intérieur sur "le nuage radioactif émis suite à l'accident nucléaire au Japon" (n° 3640)
- M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "la campagne d'information 2011 au sujet du risque nucléaire" (n° 3737)
- M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "l'évaluation des recommandations de la commission d'enquête sur la sécurité nucléaire de 1991" (n° 3738)
- M. Denis Ducarme à la ministre de l'Intérieur sur "le passage du panache radioactif sur la Belgique et la communication des autorités publiques organisées dans ce cadre" (n° 3750)

08.01 Catherine Fonck (cdH): Le nuage traversera-t-il la Belgique? Sera-t-il toxique? Nous avons entendu tout et son contraire sur les risques encourus. Ceux qui ont tenté de répondre à ces questions étaient scientifiques, comme des météorologues, et s'exprimaient au conditionnel, laissant place à toutes les interprétations et provoquant l'inquiétude de la population. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de communication officielle?

08.02 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Bien que la campagne d'information relative à la sécurité nucléaire était programmée depuis longtemps, elle coïncide par le fait du hasard avec la catastrophe nucléaire de Fukushima.

A-t-on envisagé de la reporter à la suite des événements au Japon? Pourquoi a-t-elle malgré tout été lancée? Est-il exact que bon nombre de citoyens réagissent avec indignation aux spots télévisés en raison de la manière humoristique dont la communication est orchestrée? Le département de l'Intérieur ou l'AFCN ont-ils été interpellés à ce sujet? Quel est le coût de l'ensemble de cette campagne, ventilé par volet? Par qui ce coût est-il supporté? A-t-il déjà été procédé à une évaluation intermédiaire?

Combien de comprimés d'iode ont déjà été retirés? Un briefing particulier a-t-il été organisé? Quelles initiatives ont été prises concernant les écoles, les entreprises et les hôpitaux? Comment la campagne sera-t-elle évaluée? À quelles conclusions l'évaluation de la campagne 1999-2002 a-t-elle abouti?

Après la catastrophe de Tchernobyl, une commission d'enquête du Sénat a élaboré, en 1991, un rapport de 238 pages sur la sécurité nucléaire au sens large. L'AFCN a-t-elle évalué les recommandations de ce rapport? Quelles recommandations ont reçu une application politique? Est-il possible de faire faire à court terme par l'AFCN une analyse des recommandations et un état des lieux en la matière?

08.03 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Des masses d'air contaminées sont arrivées en Europe, mais compte tenu de la distance entre le Japon et la Belgique (dilution des particules dans l'atmosphère), la radioactivité de l'air sera si faible qu'elle ne pourra être distinguée par le réseau Télérad des variations naturelles du bruit de fond. L'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire (AFCN) informe en toute transparence de l'évolution de la situation via son site, qui fait l'objet de très nombreuses consultations.

(*En néerlandais*) À la suite d'un concours de circonstances, la campagne d'information sur les risques nucléaires, préparée depuis plusieurs années, a été lancée le 14 mars, soit quelques jours à peine après la catastrophe au Japon. Le dimanche 13 mars, j'ai discuté de l'opportunité du lancement de cette campagne avec la direction générale du Centre de crise. Nous avons décidé de laisser les choses suivre leur cours comme prévu. La conférence de presse avait été programmée avant les événements au Japon. Le retrait soudain des invitations aurait suscité l'inquiétude et aurait témoigné d'un réel manque de transparence.

La campagne repose notamment sur un site internet www.risquenucléaire.be et sur des spots télévisés diffusés sur les chaînes régionales. Trois personnes seulement ont adressé un courrier au Centre de crise à propos du spot télé et leur plainte concernait uniquement le calendrier malheureux de la campagne. Il n'est donc nullement question de panique au sein de la population. Sur quelques jours, le site a reçu 54 266 visiteurs, ce qui témoigne du besoin d'information de la population. Le numéro d'appel n'a été contacté que 1 600 fois sur quinze jours, la majorité des questions portant sur la distribution de tablettes d'iode, la situation au Japon et ses conséquences éventuelles en Belgique.

La campagne d'information et la prédistribution de tablettes d'iode ont été intégralement financées par le Fonds nucléaire.

Ce fonds est alimenté par une rétribution à charge des producteurs d'énergie nucléaire et est géré par le SPF Intérieur.

Le coût de la campagne d'information est d'environ 1 million d'euros. Le montant de la facture de production des comprimés d'iode atteint 1,56 million d'euros et celui de leur distribution par le secteur pharmaceutique est de 385 000 euros. Un premier lot de 1,7 million de boîtes de comprimés d'iode a été livré le 14 février 2011; un deuxième lot de 2,3 millions de boîtes est attendu pour les mois de juin, juillet 2011. Le secteur pharmaceutique doit indiquer début avril le nombre de boîtes de comprimés d'iode effectivement délivrées en pharmacie de manière à déterminer précisément le taux de pénétration de la campagne dans chacune des communes concernées.

À la suite des événements survenus au Japon et pour assurer la diffusion d'informations précises et exactes, l'Agence fédérale des Médicaments a adressé une circulaire à l'ensemble des pharmacies le 17 mars. L'Association pharmaceutique belge a diffusé des informations par le biais du site internet apb.be. Des initiatives similaires sont prises en concertation avec le SPF Santé publique pour des informations spécifiques sur des problèmes de santé particuliers à l'intention notamment des médecins généralistes exerçant dans les zones nucléaires.

Toutes les collectivités comme les écoles, les entreprises et les hôpitaux ont reçu un courrier et des brochures. Elles peuvent également demander une pré-distribution de comprimés d'iode. À ce jour, 5 747 demandes de comprimés d'iode ont été enregistrées.

Une évaluation globale de la campagne réunissant les différents acteurs sera organisée au cours des prochaines semaines et les conclusions seront publiées.

La catastrophe nucléaire de Tchernobyl a été à l'origine de la mise en place de commissions spéciales. C'est la Commission d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire installée le 15 mai 1986 par le Sénat qui a procédé à l'évaluation la plus fouillée, qui a débouché en 1991 sur la formulation de 256 recommandations. À ma connaissance, aucune évaluation globale de la mise en œuvre des recommandations de la commission n'a jamais été effectuée. Deux décennies plus tard, l'actualité du rapport doit être quelque peu nuancée.

La sécurité nucléaire n'a fort heureusement pas fait du sur place pendant vingt ans. Plusieurs investissements de remplacement importants, effectués dans les centrales, ne sont pas mentionnés dans le rapport. Il s'agit notamment du remplacement des générateurs de vapeur dans chacune des trois unités. Le montant total de l'investissement s'élève à plusieurs millions d'euros.

La sous-commission pour la Sécurité nucléaire est libre de prendre toute initiative quant à une nouvelle évaluation.

08.04 Catherine Fonck (cdH): Vous avez été claire sur la non-toxicité, mais en ce qui concerne l'information, je suis plus partagée. Si l'AFCN a bien expliqué la situation de Fukushima et d'autres centrales nucléaires, les informations sur les risques au Japon, les denrées alimentaires, les marchandises qui arrivent en Belgique ou la toxicité en Belgique, sont arrivées tardivement. Sur le site, la date de l'information est le 24 mars à 19 h 08, c'est-à-dire le jeudi soir alors que le nuage avait été annoncé depuis plusieurs jours.

L'enjeu n'est pas de polémiquer mais la communication est un élément fondamental et reste améliorable.

Il y a eu beaucoup de consultations du site parce qu'il y a beaucoup d'inquiétude. Il faut pouvoir être encore plus clair lorsqu'on est certain de la non-toxicité.

08.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Il était judicieux de laisser la campagne d'information se poursuivre malgré tout. Les initiatives ciblant les écoles, les entreprises et les pharmacies ont également un effet positif. Le spot publicitaire constitue le maillon faible de cette campagne.

Un suivi systématique des recommandations de la commission d'enquête Sécurité nucléaire est une bonne idée pour la sous-commission Sécurité nucléaire. Un tel suivi peut constituer, pour la ministre et son successeur, une source d'information importante pour définir la future politique en matière de sécurité nucléaire.

Sur les plans de la technologie et des investissements, on a accompli un certain nombre de choses, essentiellement des interventions dans le design mais, même à cet égard, toutes les défaillances n'ont pas été éliminées. Toutefois, il existe également des recommandations concernant le transport nucléaire et les mesures en cas d'évacuation. Il me semble donc indiqué de procéder à l'évaluation de ces recommandations.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la transgression de la zone neutre de Bruxelles, par les manifestants, lors de la manifestation du 24 mars 2011" (n° 3660)

09.01 Jacqueline Galant (MR): Jeudi dernier, la manifestation qui s'est déroulée à Bruxelles a causé désagréments et dégâts. Ainsi, des pavés ont été lancés dans les vitres de l'ancien bâtiment du service des naturalisations.

Quelles sont les règles régissant la zone neutre et a-t-elle été envahie le 24 mars dernier? Que pensez-vous de l'attitude du bourgmestre de la Ville de Bruxelles? A-t-il autorisé le passage dans cette zone neutre?

09.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Lors de la manifestation du 24 mars 2011, le chef de la police de Bruxelles a fait respecter les règles en vigueur concernant la zone neutre. Celle-ci a été respectée puisque les manifestants n'ont pas atteint la rue Ducale.

La loi du 2 mars 1954 prévoit que les rassemblements en plein air et les démonstrations individuelles sont interdits dans la partie du territoire de la capitale comprenant les voies publiques ci-après dénommées: rue Ducale, rue de Louvain (de la rue du Nord à la rue Royale), rue Royale (du carrefour entre les rues de la Croix-de-Fer et de l'Enseignement et le Treurenberg jusqu'à la place Royale), place des Palais, place du Trône et rue de Bréderode, ainsi qu'à l'intérieur de la zone délimitée par ces voies.

La zone neutre est généralement respectée lors des manifestations pour lesquelles une demande a été introduite auprès du bourgmestre de la Ville de Bruxelles.

En cas de manifestation spontanée et au cas où celle-ci se déclencherait dans la zone neutre, la police locale interviendrait pour y mettre fin et dresserait procès-verbal pour infraction à la loi de 1954 susmentionnée.

09.03 Jacqueline Galant (MR): Je m'étonne du fait que la zone neutre ne s'étende pas jusqu'au croisement de la rue de la Loi et du boulevard du Régent. Il est dangereux d'y avoir laissé l'accès à des manifestants violents.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 3664 de M. Dufrane est reportée.

10 Question de M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "le remplacement des FN-Browning GP35 de la police" (n° 3674)

10.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Le choix de pistolets américains Smith & Wesson pour remplacer les Browning GP35 peut étonner, alors que notre pays dispose d'un savoir-faire et d'une longue tradition de fabrication d'armes. Les pistolets dont nos policiers disposaient jusqu'ici étaient bien connus et fiables.

Quels étaient donc les critères de sélection du cahier des charges? Les GP35 sont-ils devenus obsolètes? Comment expliquez-vous que les syndicats n'aient pas été consultés pour le renouvellement de ce matériel d'intervention? Pourquoi ce marché a-t-il été lancé avant que les organisations syndicales du personnel de

police ne soient représentées à la commission du matériel?

10.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'arme à feu de la police intégrée doit répondre aux spécifications de l'arrêté royal du 3 juin 2007 et du livre des normes pris en exécution de celui-ci. L'article 25 de cet arrêté royal prévoit une période de six ans à partir de son entrée en vigueur pour la mise en conformité du matériel, qui prend fin le 1^{er} juillet 2013. Pour des raisons de conformité, le GP35 devait être remplacé pour cette date.

Le cahier spécial des charges a été publié le 19 mars 2010. En plus des critères de prix, de délai de livraison et de délai de garantie, il contenait une quarantaine de critères concernant la fonctionnalité, l'utilisation opérationnelle, la fiabilité et l'ergonomie. L'adjudicataire a remporté le marché conformément à la législation, dont le respect exclut tout passe-droit.

Chaque soumissionnaire a reçu un document contenant l'appréciation de l'arme qu'il a présentée. La FN l'a reçu en décembre 2010. Elle est libre de vous en communiquer le contenu.

Les syndicats ont été associés à la rédaction du livre des normes, qui a été approuvé en comité de négociation des services de police. Ils ont été invités à participer à la réunion d'évaluation du matériel. Deux des quatre syndicats étaient présents.

10.03 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Je ne peux évidemment pas remettre en cause la légitimité des appels d'offres. Mais en tant qu'écologiste, tant qu'à fabriquer des armes, j'aimerais que leur vente bénéficie à mon pays.

L'incident est clos.

11 Question de M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "la prévention policière des paris illégaux et des truquages de compétition dans le monde du football" (n° 3683)

11.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): L'Office central de la répression de la corruption (OCRC) a acquis une expérience certaine dans le traitement des dossiers de corruption dans le cadre de matches de football.

Une nouvelle affaire de paris illégaux impliquant l'Union Royale Namur, en cours de traitement au tribunal de Nuremberg, montre la difficulté d'appréhender les phénomènes de falsification et de truquages de matches sur le terrain.

La presse allemande fait état de corruption de plusieurs anciens joueurs de l'UR Namur, corrélée au développement de paris illégaux sur les matches disputés en 2009.

Les faits de corruption de joueurs ainsi que de truquages présumés des matchs concernant l'UR Namur durant l'année 2009 étaient-ils connus de vos services? Des plaintes ont-elles été déposées auprès des services de police? Y a-t-il eu enquête?

11.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Ces faits de corruption de joueurs et de truquages présumés étaient connus de la police et de la justice, grâce à la coopération judiciaire et policière internationale.

Le parquet fédéral a détaché, début 2010, une commission rogatoire internationale à Bochum pour entamer des poursuites contre les suspects localisés chez nous et ayant commis des faits sur notre territoire. La dénonciation par les autorités allemandes fait actuellement l'objet d'une information judiciaire.

Si vous souhaitez plus d'informations, je vous invite à interroger mon collègue de la Justice.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 3641 de Mme Almaci est reportée.

12 Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la protection de la police et des services de

secours contre les actes violents" (n° 3748)

12.01 Ben Weyts (N-VA): Fin novembre 2009, un policier de la zone de police Demerdal a été atteint par un tir à l'arme de guerre et très grièvement blessé, après une poursuite sur la bretelle de sortie d'autoroute à Diest. En mai 2010, un suspect a été arrêté et identifié grâce aux traces d'ADN sur l'arme en question. L'intéressé a malgré tout été relâché le 24 mars après le paiement d'une caution de 2 500 euros et à condition de ne pas quitter le pays. Cette libération heurte les policiers et des actions syndicales sont annoncées.

Quelle est la position de la ministre? Quelles mesures ont déjà été prises pour assurer aux policiers et aux services de secours une meilleure protection contre les faits de violence?

12.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Je ne dispose pas des informations requises pour avoir une vision précise de cette décision judiciaire. Par contre, je constate que le suspect a été placé en détention préventive de mai 2010 à fin mars 2011. Je pars du principe qu'il en résultera sans doute tout de même une lourde condamnation.

Les mesures suivantes ont été prises pour offrir une meilleure protection aux services de police et de secours. Conformément aux lois du 20 décembre 2006 et du 8 mars 2010, les peines pour violence à l'encontre des personnes au service du public dans l'exercice de leur fonction ont été alourdies. La loi du 29 décembre 2010 a modifié la loi sur la fonction de police en assouplissant l'octroi de l'assistance en justice. Les employeurs des policiers peuvent se constituer partie civile pour tout fait de violence commis contre des policiers et entraînant une incapacité de travail prolongée. Des investissements supplémentaires ont été consentis en matière de matériel de protection, comme des gilets pare-balles. Enfin, j'attends la circulaire du Collège des procureurs généraux présentant ces modifications de la loi aux parquets et dans laquelle il sera insisté sur la poursuite effective des auteurs de violences contre des agents de la fonction publique.

12.03 Ben Weyts (N-VA): J'espère que la ministre demandera également à son collègue de la Justice que l'intéressé fasse l'objet de poursuites énergiques.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 15 h 50.

De vergadering wordt geopend om 14.30 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de nog bestaande mogelijkheid om islamitische hoofddoeken te dragen op foto's bestemd voor identiteitskaarten" (nr. 3320)

01.01 Bert Schoofs (VB): Moslima's eisen steeds vaker het recht op om altijd en overal, te pas en te onpas, de hoofddoek te dragen. Dit leidt steeds vaker tot conflictsituaties waarbij het beginsel van de neutraliteit en andere fundamentele rechten en vrijheden in het gedrang komen.

De ministeriële rondzendbrief van 7 oktober 1992 bepaalt dat foto's voor een identiteitskaart frontaal en zonder hoofddekseel moeten genomen worden. Daarop bestaan er twee uitzonderingen. Om een ontegenzeggelijk godsdienstige of medische reden kan een foto met hoofddekseel toegestaan worden, op voorwaarde dat het gezicht volledig vrij is. Deze oplossing kan slechts aanvaard worden als de betrokken burger een ernstige rechtvaardiging voorlegt. De uitzondering om religieuze redenen vormt momenteel een onaanvaardbare positieve discriminatie ten voordele van een welbepaalde religieuze overtuiging en politieke ideologie, namelijk de islam.

Is de minister bereid om bij wijze van krachtig signaal de uitzondering uitsluitend te beperken tot de medische grond?

01.02 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): In principe moet men zonder hoofddekseel worden afgebeeld op de foto van de identiteitskaart.

Overeenkomstig de algemene onderrichtingen met betrekking tot de elektronische identiteitskaart kan om onbetwistbare godsdienstige of medische redenen een foto met hoofddeksel worden toegestaan, op voorwaarde dat het gezicht volledig vrij is. De wangen, de ogen, de neus en de kin moeten volledig onbedekt zijn. Het is wenselijk, maar niet vereist, dat het haar en de oren eveneens vrij zijn. De foto moet het steeds mogelijk maken de betrokkene te identificeren. Deze oplossing kan bovendien slechts worden aanvaard indien de betrokken burger een ernstige rechtvaardiging voorlegt.

Het toestaan van een foto met hoofddeksel om onbetwistbare godsdienstige redenen kan niet als een positieve discriminatie worden beschouwd, aangezien dit is gebaseerd op artikel 19 van de Grondwet, met name de grondwettelijke vrijheid van eredienst, de vrije openbare uitoefening ervan en de vrijheid om op elk gebied zijn mening te uiten.

In een arrest van 22 december 2000 gaf het Hof van Cassatie aan dat het dragen in het openbaar van een hoofddoek overeenstemt met de voorschriften van de islam, zoals deze wereldwijd door een groot deel van de bevolking wordt nagekomen.

Het toestaan om godsdienstige redenen van een foto met een hoofddoek geldt bovendien niet enkel voor de moslimvrouwen, maar ook onder meer voor de katholieke kloosterzusters.

De voorschriften inzake de foto op de identiteitskaart zijn enkele decennia geleden vastgelegd in de algemene onderrichtingen en leiden in de praktijk tot steeds minder problemen.

Rekening houdend met de godsdienstvrijheid zoals gewaarborgd in de Grondwet lijkt het mij niet opportuun om deze voorschriften te wijzigen.

01.03 Bert Schoofs (VB): Godsdienstvrijheid is een zaak, maar er voltrekt zich een maatschappelijke evolutie die in een andere richting wijst. Veel argumenten die in het debat rond het boerkaverbod werden aangebracht, gaan ook op voor de hoofddoek. Mijn ervaring in Beringen leert mij dat de hoofddoek gewoon een politiek symbool is dat meer en meer wordt gebruikt om islamitische dames die geen hoofddoek willen dragen onder druk te zetten. In Turkije zijn hoofddoeken trouwens niet toegelaten op dergelijke documenten.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het inzetten van politieagenten op de lijnen van het MIVB-net" (nr. 3344)

02.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Naar aanleiding van de talrijke gevallen van agressie die zich de afgelopen maanden op de metrolijnen en de bovengrondse lijnen van de MIVB hebben voorgedaan, is gebleken dat er geen algemene visie op die problematiek bestaat. Soms worden de problemen toegeschreven aan de onderbezetting bij de politie, dan weer is er sprake van tekortkomingen bij de MIVB zelf of wordt de oorzaak gezocht in het feit dat politieagenten geen toegangspas bezitten, enz.

De federale politie zou de veiligheid van het ondergrondse net verzekeren, en de lokale politie die van het bovengrondse. Het inzetten van politieagenten op trams en bussen, wat helaas weinig wordt gedaan, zou het subjectieve veiligheidsgevoel en de objectieve veiligheid kunnen bevorderen.

Tot op heden zou er niet zijn ingegaan op de herhaalde verzoeken van de MIVB om meer politiepersoneel in te zetten om de veiligheid op het openbaar vervoer te verzekeren.

Wat is uw analyse van de problemen die zich voordoen op het MIVB-net? Welke tekortkomingen doen zich voor? De metrobrigade van de Federale Politie moet borg staan voor de veiligheid in de 69 stations (metro en premetro). Bevestigt u dat men er niet in slaagt de personeelsformatie (115 fte's) volledig in te vullen? Op welke moeilijkheden wijzen de gewestelijke overheden wat de coördinatie tussen uw diensten, de MIVB en Brusselse veiligheidsactoren betreft? Zal er een coördinatieplatform in het leven worden geroepen?

02.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De Brusselse afdeling van de federale spoorwegpolitie is actief in de Brusselse metro en premetro en op het spoorwegnet in het arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde. Ze voert ook grenscontroles uit in de Eurostarterminal. Ze is dus niet verantwoordelijk voor de rest

van het MIVB-net (trams en bussen), die onder de bevoegdheid van de diverse lokale politiezones valt.

Momenteel zet de politie van de politiekezone Brussel-Hoofdstad-Elsene gericht zes politiemannen in op tramlijn 94.

Het personeelsbestand van de SPC Brussel telt 229 personeelsleden, onder wie 115 voor de post Metro. Momenteel zijn er 196 personeelsleden toegewezen aan de SPC Brussel en zijn er 51 bij die dienst gedetacheerd. De werkelijke personeelsbezetting bedraagt dus 247 personen, onder wie 120 voor de post Metro.

De SPC Brussel zet die mensen zo optimaal mogelijk in, in nauwe samenwerking met de veiligheids- en controlediensten van de MIVB en met de politiezones. Daarbij wordt de coördinatie verzekerd door de DirCo, die die diensten bijna dagelijks versterkt met politiemensen uit zijn interventiekorps.

In elke interventiesector van de metro voert een team van twee politiemensen te voet patrouilles uit, terwijl een reserveteam van twee politiemensen zich in een voertuig klaar houdt en een team met een voertuig belast is met de overbrenging en de administratieve afwikkeling, indien er iemand wordt opgepakt door een patrouilleteam. In noodgevallen kunnen twee à drie teams hun collega's in de metro versterken. Naast deze patrouilles wordt de politieaanwezigheid in de metro nog versterkt met speciale teams. Leden van het interventiekorps van de DirCo Brussel kunnen eveneens gericht worden ingezet, ter versterking van de andere diensten.

Sinds februari 2011 werden er in samenwerking met het CIK en de MIVB 21 bijkomende (preventieve en repressieve) acties gevoerd, en tot eind maart zijn er nog veertig acties gepland.

In het kader van het platform met betrekking tot de integrale veiligheid op het openbaar vervoer komen de diverse operatoren (NMBS, MIVB, TEC en De Lijn), de federale en lokale politie evenals het parket maandelijks samen onder het voorzitterschap van de DirCo, teneinde gerechtelijke en administratieve informatie uit te wisselen, een strategische analyse van de criminaliteitsfenomenen op te stellen en de samenwerkingsmechanismen tussen de betrokken actoren in gang te zetten.

In het kader van een integrale veiligheidsaanpak worden er systematisch politieoperaties georganiseerd. Meer strategische aspecten komen regelmatig aan bod tijdens het provinciaal veiligheidsoverleg.

02.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Er moeten bijkomende inspanningen worden geleverd.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "'dual purpose' honden" (nr. 3501)**

03.01 **Leen Dierick** (CD&V): Al 40 jaar werken de politiediensten met diensthonden. Nu gaan er stemmen op om dual purpose honden in te zetten.

In hoeveel uren wordt voorzien om deze honden op te leiden? Wat zijn de ervaringen op internationaal vlak? Is het de bedoeling om patrouille-drugshonden en patrouille-bomdetectiehonden op te leiden of worden er eveneens bomdetectie-drugshonden opgeleid? In welk budget wordt voorzien voor de opleiding en de opvolging? Zal de invoering van de dual purpose honden leiden tot een vermindering van het aantal politiehonden? Wat is de budgettaire meerwaarde van deze maatregel? Is het mogelijk om de honden die momenteel voor één discipline zijn opgeleid nog een andere opdracht aan te leren? Hoeveel honden zijn er nu ingeschakeld en in welke discipline?

03.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Nederlands): Momenteel wordt een erkenningsdossier ontwikkeld voor dual purpose hondenteams, met een combinatie van de disciplines patrouille en drugs. Het erkenningsdossier van de patrouillediscipline bedraagt 460 uren en dat van de drugsdiscipline 760 uren. Voor een dual purpose team zouden 840 uren nodig zijn.

Het principe van dual purpose wordt in vele landen toegepast, onder meer in Duitsland en Frankrijk, maar

ook in de USA en Canada. De *International Working Dog Conference* hield in 2009 een congres in Ieper, waar werd geconcludeerd dat, mits een goede selectie, opleiding, normering, omkadering en opvolging, dual purpose honden een meerwaarde kunnen bieden. Er bestaat in ons land momenteel enkel een intentie om dual purpose teams op te leiden in een combinatie van de disciplines patrouilledrugshond en patrouillespeurhond. Een kostprijs zal pas na de evaluatie van de programma's berekend kunnen worden.

Het is niet de bedoeling om het aantal politiehonden te verminderen, wel om de inzet van de honden efficiënter te maken. Een dual purpose hond kan na een patrouilleopdracht bijvoorbeeld onmiddellijk een drugsopsporing verrichten. Patrouillehondenteams kunnen pas met dual purpose starten als zij voldoen aan een aantal vooropgestelde normen.

De federale politie beschikt momenteel over 30 patrouillehonden, 3 migratiecontrolehonden, 16 actieve drugshonden en 2 stille drugshonden, 16 speurhonden, 6 explosievenhonden, 3 honden voor de opsporing van menselijke resten en 4 brandhaarddetectiehonden. De lokale politie beschikt over 381 patrouillehonden en 25 actieve drugshonden, waarvan een beperkt aantal dual purpose voor patrouille en drugs.

03.03 Leen Dierick (CD&V): Er moet alleszins nauwgezet op toegezien worden welke twee disciplines er worden gecombineerd.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de leden van het operationele CALog B-personeel van de technische en wetenschappelijke politie" (nr. 3529)

04.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): De leden van het operationele CALog B-personeel van de laboratoria van de technische en wetenschappelijke politie zijn burgers met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings met een beperkte bevoegdheid. Zij worden met dezelfde taken belast als hun collega's gespecialiseerde hoofdinspecteurs, maar hebben een ander statuut.

Hoe verklaart u de statutaire verschillen met betrekking tot het CALog B-personeel? Waarom komt hun bezoldiging niet overeen met die van hun collega-hoofdinspecteurs? Wat vindt uw departement van het statuut van het CALog B-personeel? Is een aanpassing van hun statuut aan de orde en zo ja, volgens welke modaliteiten? Hoe zal u tegemoetkomen aan hun eisen inzake het toekennen van operationele premies, de aanpassing van de pensioenleeftijd en de toegang tot permanente opleiding?

04.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): In 2004 besliste de regering om de laboratoria van de technische en wetenschappelijke politie te versterken door CALog-personeel van niveau 2+ in dienst te nemen. De verschillen tussen het statuut van het operationele personeel en dat van het CALog-personeel kunnen verklaard worden door het feit dat de uitgeoefende functies maar moeilijk kunnen worden vergeleken en niet dezelfde bekwaamheden vereisen. Een werkgroep buigt zich voor die twee personeelscategorieën momenteel over de aard van de uitgeoefende functies.

Aangezien de gemiddelde leeftijd van de CALog B-personeelsleden lager is dan die van de operationele formatie, zijn hun lonen verschillend ingeschaald. Ze kunnen bijgevolg moeilijk vergeleken worden.

Als u het loon van de kaderleden vergelijkt met de competentieontwikkelingstoelage voor het CALog-personeel, zal u vaststellen dat de verschillen niet zo groot zijn. Een en ander zal dus niet worden gewijzigd.

04.03 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): De eisen van die personeelsleden lijken me gegrond. Op termijn is een hervorming noodzakelijk.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Myriam Delacroix-Rolin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de implementatie van Child Alert" (nr. 3581)

05.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Child Focus lanceerde onlangs Child Alert, een methode waarmee de hulp van de bevolking kan worden ingeroepen wanneer er een kind verdwijnt. De burgers worden

opgeroepen om zich aan te melden bij een gegevensbank. Wanneer er een onrustwekkende verdwijning voorvalt, krijgen ze per e-mail of sms een bericht en wordt hun gevraagd informatie waarover ze beschikken te melden. Dankzij Child Alert kan heel snel de aandacht van het grote publiek worden getrokken. De bevolking moet dan natuurlijk wel weten dat het systeem bestaat. Een maand na de lancering zijn er nog maar 2.200 personen bij Child Alert ingeschreven. In Nederland schreven zich tijdens de eerste week na het opstarten van een gelijksoortig systeem vijftigduizend personen in.

Waarom wordt er zo weinig bekendheid gegeven aan dit instrument? Moet er geen informatiecampagne gevoerd worden? Zou de communicatie per sms met Child Alert niet gratis moeten zijn?

05.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Frans): Child Alert is een initiatief van de stichting Child Focus. Ik zou voorstellen dat u uw vragen aan Child Focus richt.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Myriam Delacroix-Rolin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het personeel van de bewakings- en beveiligingsondernemingen" (nr. 3582)

06.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): De wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid legt een reeks voorwaarden, controles en sancties op om de integriteit en de beroepsdeontologie van het personeel van de bewakingsondernemingen te vrijwaren. Al wie onregelmatigheden vaststelt, kan hiervan kennis geven aan de minister van Binnenlandse Zaken, die de vergunning van de onderneming of de identificatiekaart van de betrokken agent kan intrekken of schorsen.

Hoeveel ondernemingen werden er naar aanleiding van dergelijke klachten in 2009 en 2010 gecontroleerd? Voor welk soort inbreuken? Hoeveel vergunningen en identificatiekaarten werden er ingetrokken of geschorst?

Kan een agent een nieuwe kaart of een onderneming een nieuwe erkenning verkrijgen nadat de vorige werd ingetrokken? Wordt er een gerichte controle georganiseerd?

06.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Frans): De meeste klachten hebben betrekking op het ontbreken van de vereiste vergunning, andere op ongepast gedrag van bewakingsagenten. Vijf vergunningen werden ingetrokken: één in 2009 en vier in 2010. In 2009 werden er 26 identificatiekaarten ingetrokken, in 2010 waren dat er vijftien.

In principe kan iedere persoon die aan de wettelijke vereisten beantwoordt, een identificatiekaart krijgen, zelfs als de aanvrager in het verleden een kaart werd geweigerd of zijn kaart werd ingetrokken; in dat geval moeten er niettemin aan bepaalde voorwaarden voldaan worden.

Elke bewakingsonderneming die aan de gestelde voorwaarden beantwoordt, kan een nieuwe vergunning krijgen na een gunstig advies van de procureur des Konings.

06.03 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Uw cijfers zijn veelzeggend; ik zal hier later op terugkomen. Het is belangrijk dat de burgers vertrouwen kunnen stellen in de bewakingsondernemingen, in de wetenschap dat die regelmatig gecontroleerd worden.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Jan Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de geschorste ex-korpschef van de Mechelse politie die promotie maakt" (nr. 3583)

07.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): Rony Vandaele, de geschorste korpschef van de lokale politie van Mechelen, kan na examens directeur worden van een afdeling bij de federale politie. Hij is voor vier maanden geschorst nadat hij via een anonieme klacht beschuldigd werd van onterecht opgestreken vergoedingen. Het onderzoek is afgerond en het openbaar ministerie moet beslissen of de man al dan niet wordt vervolgd. Er is niets mis met de vacature, noch met de manier waarop hij aan de examens heeft deelgenomen. Toch blijf ik met een wrang gevoel zitten.

Welke houding zal de federale politie aannemen tegenover deze benoeming?

07.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): De voormalige korpschef van de politiezone Mechelen werd via een statutair bepaalde mobiliteitsprocedure aangewezen voor de functie van hoofd van de dienst Hondensteun van de federale politie.

Om rechtsgeldig aan die procedure te kunnen deelnemen moet men op de uiterste datum voor het indienen van de kandidaturen administratief in aanmerking komen. Op dat ogenblik was de heer Vandaele nog niet geschorst. Hij nam deel en werd voorgedragen voor de functie. In afwachting van het resultaat van het gerechtelijk onderzoek geniet hij het vermoeden van onschuld.

Nu gaat de heer Vandaele over naar een nieuwe functie in een totaal andere context. Het gaat niet om een promotie, maar om een gewone aanwijzing via de klassieke mobiliteitsregels. Uiteraard zal zijn nieuwe werkgever, de federale politie, de zaak diligent opvolgen en een passend gevolg geven aan een eventuele gerechtelijke uitspraak.

07.03 **Jan Van Esbroeck** (N-VA): Ik had dit antwoord verwacht, maar ik vind het toch stuitend. Is dit nu geïntegreerde politie als men op één niveau geschorst kan worden en vervolgens volledig legaal op een ander niveau kan worden benoemd? Ik wil mijn pijlen niet op de persoon in kwestie richten, maar ik maak mij wel zorgen over hoe dit bij de publieke opinie overkomt.

Het incident is gesloten.

08 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Peter Vanvelthoven** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het bewaren van gebruikte kernbrandstof in België" (nr. 3618)
- mevrouw **Catherine Fonck** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de radioactieve wolk na het nucleair ongeval in Japan" (nr. 3640)
- de heer **Kristof Calvo** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de informatiecampaagne 2011 over nucleair risico" (nr. 3737)
- de heer **Kristof Calvo** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de evaluatie van de aanbevelingen van de onderzoekscommissie over de nucleaire veiligheid in 1991" (nr. 3738)
- de heer **Denis Ducarme** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het voorbijdrijven van de radioactieve wolk boven België en de communicatie van de overheid dienaangaande" (nr. 3750)

08.01 **Catherine Fonck** (cdH): Zal de wolk over België trekken? Zal ze giftig zijn? We hebben al erg tegenstrijdige verklaringen over de mogelijke risico's gehoord. De wetenschappers, zoals een aantal meteorologen, die getracht hebben die vragen te beantwoorden, hebben zich uiterst behoedzaam uitgedrukt, waardoor hun woorden op verschillende manieren konden worden geïnterpreteerd en er onrust onder de bevolking ontstond. Waarom kwam er geen officiële mededeling?

08.02 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Hoewel de informatiecampaagne rond nucleaire veiligheid al lang gepland was, valt ze toevallig samen met de kernramp in Fukushima.

Is overwogen om ze uit te stellen naar aanleiding van de gebeurtenissen in Japan? Waarom werd ze toch gelanceerd? Klopt het dat er heel wat burgers verontwaardigd reageren op de tv-spotjes wegens de nogal lacherige manier van communicatie? Zijn daarover vragen gekomen bij Binnenlandse Zaken of het FANC? Wat is de kostprijs van de hele campagne, opgesplitst per onderdeel en wie betaalt ze? Is er al een tussentijdse evaluatie gemaakt?

Hoeveel jodiumtabletten werden al afgehaald? Is er een extra briefing georganiseerd? Welke initiatieven zijn er genomen aangaande scholen, bedrijven en hospitalen? Hoe wordt de campagne geëvalueerd? Wat waren de conclusies van de evaluatie van de campagne 1999-2002?

Na de ramp in Tsjernobyl heeft een onderzoekscommissie van de Senaat in 1991 een rapport van 238 pagina's opgesteld over nucleaire veiligheid in brede zin. Heeft het FANC de aanbevelingen uit dit rapport geëvalueerd? Welke aanbevelingen werden in het beleid geïmplementeerd? Is het mogelijk om het FANC op korte termijn een analyse te laten maken van de aanbevelingen en een stand van zaken op te laten

maken?

08.03 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Er zijn besmette luchtmassa's Europa binnengewaaaid, maar gezien de afstand tussen Japan en België (verspreiding van de partikels in de atmosfeer) zal de radioactiviteit ervan zo zwak zijn dat zij door het meetnet Telerad niet zal kunnen worden onderscheiden van de natuurlijke schommelingen van de achtergrondstraling. Het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC) communiceert in alle openheid over de evolutie van de situatie via zijn site, die zeer vaak wordt geraadpleegd.

(*Nederlands*) Door een samenloop van omstandigheden startte de informatiecampagne over nucleaire risico's, die gedurende jaren gepland werd, op 14 maart, enkele dagen na de ramp in Japan. Op zondag 13 maart heb ik samen met de algemene directie van het Crisiscentrum de lancering van de campagne besproken. Wij hebben besloten ze te laten doorgaan zoals gepland. De persconferentie was al gepland voor de ramp in Japan. Plots de uitnodigingen terugtrekken, zou ook onrust hebben veroorzaakt en zou bijzonder ontransparant zijn geweest.

De campagne bestaat onder andere uit een informatiewebsite www.nucleairrisico.be en tv-spots op de regionale zenders. Slechts drie personen hebben het crisiscentrum aangeschreven over de tv-spot. Zij hadden het enkel over de ongelukkige timing. Van enige paniek bij de bevolking is dus geen sprake. De site werd in enkele dagen bezocht door 54.266 mensen, wat wel wijst op de nood aan informatie. Het informatienummer kreeg op vijftien dagen slechts 1.600 oproepen, vooral met vragen over de verspreiding van de jodiumtabletten, de situatie in Japan en de eventuele gevolgen voor België.

De informatiecampagne en de predistributie van jodiumtabletten werden integraal betaald door het Nucleair Fonds.

Dat fonds wordt gespijsd via een retributie ten laste van de producenten van kernenergie en wordt beheerd door de FOD Binnenlandse Zaken.

De informatiecampagne kost circa 1 miljoen euro. De kostprijs voor de productie van de jodiumtabletten bedroeg 1,56 miljoen euro en de verdeling ervan via de farmaceutische sector 385.000 euro. Op 14 februari 2011 werd een eerste lot van 1,7 miljoen doosjes jodiumtabletten geleverd. Een tweede lot van 2,3 miljoen doosjes wordt verwacht voor de maanden juni-juli 2011. De farmaceutische sector moet begin april meedelen hoeveel doosjes jodiumtabletten effectief werden overhandigd in de apotheken, zodat de penetratiegraad van de jodiumcampagne in elke betrokken gemeente duidelijk wordt.

Als gevolg van de gebeurtenissen in Japan en met het oog op de verspreiding van duidelijke en exacte informatie, heeft het Geneesmiddelenagentschap op 17 maart een rondzendbrief verstuurd naar alle apotheken. De Algemene Pharmaceutische Bond heeft informatie verspreid via de website apb.be. Gelijkaardige initiatieven worden in overleg met de FOD Volksgezondheid genomen voor specifieke informatie over gezondheidsspecialismen, in het bijzonder voor geneesheren-generalisten in de nucleaire zones.

Alle collectiviteiten, zoals scholen, bedrijven en hospitalen, hebben een brief en brochures ontvangen. Zij kunnen ook een beroep doen op de predistributie van jodiumtabletten. Tot nu toe werden in dit verband 5.747 aanvragen voor jodiumtabletten geregistreerd.

Een algemene evaluatie van de campagne met alle betrokken actoren wordt in de loop van de volgende weken georganiseerd. Die conclusies zullen ook worden gepubliceerd.

De kernramp in Tsjernobyl is de aanleiding geweest voor de oprichting van bijzondere commissies. De meest omvangrijke evaluatie heeft plaatsgevonden in de schoot van de commissie voor Informatie en Onderzoek inzake Nucleaire Veiligheid, opgericht door de Senaat op 15 mei 1986. Dit resulteerde in 1991 in 256 aanbevelingen. Bij mijn weten heeft er nooit een allesomvattende evaluatie plaatsgevonden van de mate waarin de aanbevelingen van de commissie werden uitgevoerd. Na twee decennia moeten we de actualiteitswaarde van het verslag enigszins relativeren.

De nucleaire veiligheid is gelukkig geen twintig jaar ter plaatse blijven trappelen. Een aantal belangrijke

vervangingsinvesteringen die nadien werden uitgevoerd in de centrales, staat niet in het rapport vermeld. Het gaat bijvoorbeeld om de vervanging van stoomgeneratoren in elk van de drie eenheden. Het totale investeringsbedrag loopt in de ettelijke honderden miljoenen euro.

Het staat de subcommissie Nucleaire Veiligheid vrij om gelijk welk initiatief te nemen voor een nieuwe evaluatie.

08.04 Catherine Fonck (cdH): U was duidelijk over de non-toxiciteit van de wolk, maar met de publieksinformatie ben ik niet onverdeeld gelukkig. Het FANC verschaftte dan wel tekst en uitleg bij de toestand in Fukushima en in andere kerncentrales, maar de informatie over de risico's in Japan, over voedingsmiddelen en handelswaren die in België worden ingevoerd en over de toxiciteit in België kwam te laat. De informatie werd op 24 maart om 19.08 uur op de website geplaatst, donderdagavond dus, terwijl de wolk dan al verscheidene dagen was aangekondigd.

Ik wil geen polemiek voeren, maar communicatie is van essentieel belang; in dezen is ze voor verbetering vatbaar.

De website werd zo vaak geconsulteerd omdat er een grote bezorgdheid bestaat. Wanneer men zeker is over de non-toxiciteit, moet dat nog duidelijker worden overgebracht.

08.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Het was verstandig om de informatiecampagne toch te laten plaatsvinden. Ook de initiatieven naar scholen, bedrijven en apothekers zijn positief. De zwakke schakel in de campagne is het reclamespotje.

Een systematische opvolging van de aanbevelingen van de onderzoekscommissie Nucleaire Veiligheid is een goed idee voor de subcommissie Nucleaire Veiligheid. Dat kan voor de minister en haar opvolger een belangrijke bron van informatie zijn voor het toekomstige beleid inzake nucleaire veiligheid.

Op het vlak van technologie en investeringen heeft men een aantal dingen gedaan, vooral ingrepen in het design. Maar zelfs daar zijn niet alle tekortkomingen weggewerkt. Er zijn echter ook aanbevelingen voor het nucleair transport en voor maatregelen in geval van evacuatie. Een evaluatie van die aanbevelingen lijkt mij dus gepast.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het binnendringen van de neutrale zone te Brussel, door manifestanten, tijdens de manifestatie van 24 maart 2011" (nr. 3660)

09.01 Jacqueline Galant (MR): Afgelopen donderdag zorgde de betoging in Brussel voor nogal wat overlast en schade. Zo werden er straatstenen door de ramen van het vroegere gebouw van de dienst Naturalisaties gegooid.

Welke regels gelden er voor de neutrale zone? Is men op 24 maart jongstleden in die zone binnengedrongen? Wat vindt u van de houding van de burgemeester van de stad Brussel? Heeft hij toestemming gegeven om de neutrale zone te betreden?

09.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Het hoofd van de Brusselse politie heeft ervoor gezorgd dat de regels met betrekking tot de neutrale zone tijdens de betoging van 24 maart 2011 werden nageleefd. De neutrale zone werd in acht genomen, aangezien de betogers de Hertogstraat niet konden bereiken.

Overeenkomstig de wet van 2 maart 1954 zijn 'samenscholingen in de open lucht en individuele demonstraties verboden in het gedeelte van het grondgebied der hoofdstad dat de hierna vermelde openbare wegen omvat: Hertogelijke straat, Leuvense weg (van de Noordstraat tot de Koninklijke straat), Koninklijke straat (van het kruispunt van de IJzeren Kruisstraat, de Onderwijsstraat en de Treurenberg tot de Koninklijke plaats), Paleizenplaats, Troonplaats en Brederodestraat, alsmede binnen het gebied door die openbare wegen begrensd'.

De neutrale zone wordt doorgaans in acht genomen tijdens betogingen waarvoor de burgemeester van de stad Brussel een aanvraag ontving.

Als er in de neutrale zone een spontane betoging zou ontstaan, zou de lokale politie optreden om daar een einde aan te maken en proces-verbaal opmaken wegens een inbreuk op de voornoemde wet van 1954.

09.03 Jacqueline Galant (MR): Het verwondert me dat de neutrale zone zich niet uitstrekt tot de kruising van de Wetstraat en de Regentlaan. Het is gevaarlijk dat men gewelddadige manifestanten daar de toegang toe heeft verleend.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3664 van de heer Dufrane wordt uitgesteld.

10 Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de vervanging van de FN-Browning GP35 van de politie" (nr. 3674)

10.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): De beslissing om de Browning GP35-pistolen van de federale politie te vervangen door pistolen van het Amerikaanse merk Smith & Wesson is op zijn minst verwonderlijk te noemen, als men bedenkt dat ons land een lange traditie van wapenproductie kent en in dat domein heel wat vakkennis bezit. Onze politieagenten werkten al jarenlang met die brownings, waarvan de betrouwbaarheid buiten kijf stond.

Welke selectiecriteria bevatte het bestek? Is de Browning GP35 verouderd? Hoe verklaart u dat de vakbonden niet werden geconsulteerd inzake de vernieuwing van dat interventiemateriaal? Waarom werd die overheidsopdracht uitgeschreven voordat de politievakbonden vertegenwoordigd waren in de bevoegde commissie?

10.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Het vuurwapen van de geïntegreerde politiediensten moet beantwoorden aan de voorschriften van het koninklijk besluit van 3 juni 2007 en van het normenboek ter uitvoering van dat KB. Artikel 25 van dat KB bepaalt dat de bewapening van de politiediensten binnen zes jaar na de inwerkingtreding van het KB in overeenstemming moet worden gebracht met de voorschriften ervan. We hadden dus tijd tot 1 juli 2013. Op grond van die conformiteitseisen moesten de brownings vóór die datum worden vervangen.

Het bijzonder bestek werd op 19 maart 2010 bekendgemaakt. Naast criteria met betrekking tot de prijs, de leveringstermijn en de garantieperiode bevatte het bestek een veertigtal criteria met betrekking tot de functionaliteit, het operationele gebruik, de betrouwbaarheid en de ergonomie. De opdrachtnemer heeft de overheidsopdracht in de wacht gesleept conform de wetgeving, die geen ruimte laat voor bevoordeling.

Elke inschrijver heeft een document ontvangen met de beoordeling van het wapen dat hij heeft aangeboden. FN heeft dat document in december 2010 ontvangen en kan u, zo het dat wenst, de inhoud ervan meedelen.

De vakbonden werden betrokken bij het opstellen van het normenboek, dat werd goedgekeurd door het onderhandelingscomité van de politie. Ze werden uitgenodigd op de vergadering tijdens welke het materiaal zou worden geëvalueerd. Twee van de vier vakbonden waren daarbij aanwezig.

10.03 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Ik kan uiteraard de legitimiteit van de offerteaanvragen niet ter discussie stellen. Maar als er dan toch wapens moeten worden geproduceerd, dan vind ik als groene jongen dat ons land daar beter van moet worden.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het preventief optreden van de politie om illegaal gokken en wedstrijdvervalsingen in de voetbalcompetitie tegen te gaan" (nr. 3683)

11.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): De Centrale Dienst voor de Bestrijding van de Corruptie (CDBC) heeft

ervaring kunnen opdoen in de behandeling van omkopingsdossiers in het kader van voetbalwedstrijden.

Uit weer een nieuw gokschandaal, waarbij Union Royale Namur betrokken is en dat voor de rechtbank van Nuremberg wordt behandeld, blijkt hoe moeilijk het is om vervalsing en manipulatie van wedstrijden bloot te leggen.

De Duitse pers maakt melding van de omkoping van verscheidene oud-spelers van UR Namur, samen met het illegaal gokken op wedstrijden die in 2009 werden gespeeld.

Waren uw diensten op de hoogte van de omkoping van spelers en de vermoedelijke manipulaties van wedstrijden van UR Namur in 2009? Werd er een klacht ingediend bij de politiediensten? Is er een onderzoek geweest?

11.02 Minister **Annamie Turtelboom** (*Frans*): De omkoping van spelers en de vermeende manipulaties waren bij politie en justitie bekend dankzij de internationale politiële en justitiële samenwerking.

Het federaal parket heeft begin 2010 de uitvoering van een internationale ambtelijke opdracht in Bochum gelast om vervolging in te stellen tegen de verdachten in ons land, die feiten hadden gepleegd op ons grondgebied. Omtrent de aangifte door de Duitse autoriteiten loopt thans een gerechtelijk opsporingsonderzoek.

Als u meer inlichtingen wenst, stel ik voor dat u zich tot mijn collega van Justitie wendt.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3641 van mevrouw Almaci wordt uitgesteld.

12 **Vraag van de heer Ben Weyts aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de bescherming van politie en hulpdiensten tegen geweld" (nr. 3748)**

12.01 **Ben Weyts** (N-VA): Eind november 2009 werd een politieman van de politiezone Demerdal na een achtervolging op de afrit in Diest beschoten met een oorlogswapen en levensgevaarlijk gewond. In mei 2010 werd een verdachte opgepakt en geïdentificeerd aan de hand van DNA op het oorlogswapen. Toch werd de betrokkene op 24 maart vrijgelaten na de betaling van een borgsom van 2.500 euro, louter onder de voorwaarde dat hij het land niet mocht verlaten. De politie reageert geschokt op die vrijlating en kondigt nu vakbondsacties aan.

Wat is het standpunt van de minister? Welke maatregelen werden er reeds genomen om de politie- en de hulpdiensten meer bescherming tegen geweld te garanderen?

12.02 Minister **Annamie Turtelboom** (*Nederlands*): Ik beschik niet over de nodige informatie om een duidelijk beeld te krijgen van die gerechtelijke beslissing. Wel stel ik vast dat de verdachte van mei 2010 tot eind maart 2011 in voorlopige hechtenis werd gehouden. Ik ga ervan uit dat dit toch wel zal resulteren in een ernstige veroordeling.

Om de politie- en de hulpdiensten meer bescherming te bieden werden de volgende maatregelen genomen. Via de wetten van 20 december 2006 en 8 maart 2010 werden de straffen voor geweld tegen personen die beroepshalve in dienst van het publiek staan, verzwaaard. De wet van 29 december 2010 past de wet op het politieambt aan, waardoor de toekenning van rechtshulp wordt versoepeld. De werkgevers van politiemensen kunnen zich burgerlijke partij stellen voor alle geweldfeiten tegen politiemensen die tot een ruim arbeidstijdverlies leiden. Er is extra geïnvesteerd in beschermingsmateriaal, waaronder kogelwerende vesten. Ik kijk ten slotte uit naar de rondzendbrief van het College van procureurs-generaal die bij de parketten deze wetswijzigingen zal toelichten en zal aandringen op daadwerkelijke vervolging van geweldplegers tegen ambtenaren van het openbaar ambt.

12.03 **Ben Weyts** (N-VA): Ik hoop dat de minister ook bij haar collega van Justitie zal aandringen op een krachtige vervolging van de betrokkene.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.50 uur.